

# 1 Français sur 3 a vu sa situation financière se dégrader depuis mars 2020

36% des Français affirment que depuis le déclenchement de la crise du Covid en mars 2020, leur situation financière s'est dégradée, nous apprend un sondage IFOP pour L'Agence du Don en Nature et La Fondation Jean Jaurès.

Seuls 7% des Français estiment que leur situation financière s'est améliorée depuis mars 2020

Les différentes mesures (augmentation du périmètre et du montant des aides existantes, aides exceptionnelles) ont permis aux Français de passer le plus dur de l'épidémie de Covid-19. Toujours est-il que cette crise sanitaire a eu un impact sur la situation financière de nos compatriotes. Selon un sondage IFOP pour L'Agence du Don en Nature et La Fondation Jean Jaurès, 36% des Français ont vu leur situation financière se dégrader depuis le déclenchement de la crise du Covid en mars 2020. Seuls 7% déclarent qu'elle s'est améliorée. Par ailleurs, seuls 45% des Français jugent leur pouvoir d'achat satisfaisant, et 36% n'hésitent pas à se tourner vers leur banque pour utiliser leur découvert « de temps en temps » ou « souvent ».

Ces résultats font écho à ceux d'un autre sondage, à savoir « L'Observatoire du sens de l'argent » du Crédit Coopératif (réalisé en partenariat avec Viavoice), sorti lui aussi le 23 novembre 2021. On y lit que 4 Français sur 10 estiment manquer d'argent pour vivre de manière satisfaisante. En même temps, de façon surprenante, seules 6 personnes sur 10 estiment que gagner davantage d'argent est un objectif important.

Vous avez raison : tout augmente !

Après la baisse des revenus pour beaucoup de personnes avec le début de la crise sanitaire, c'est désormais l'inflation qui guette notre porte-monnaie. Le FMI estimait d'ailleurs fin octobre 2021 que cette inflation galopante se maintiendrait tout au long de l'année 2022. Tout y passe : les tarifs de gaz et d'électricité augmentent à la vitesse Grand V, le carburant aussi, poussant les compagnies aériennes à augmenter les prix de leurs billets. Même les loyers (qui représentent déjà 34,8% du budget mensuels des locataires) devraient augmenter en 2022, hausse de l'Indice de Référence des Loyers (IRL) oblige.

Les différentes « dépenses contraintes » représentent déjà 1.059 euros/mois en moyenne pour nos compatriotes, et 896 euros/mois en moyenne pour les ménages pauvres (ce qui correspond tout de même à 70% de leur budget mensuel). Et pour ne rien arranger, une récente étude de l'Institut des politiques publiques nous apprenait que le pouvoir d'achat des plus pauvres avait encore diminué au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, alors même que celui des plus aisés avait au contraire augmenté de façon spectaculaire.